



ARRETE MUNICIPAL n°2024-138 **Instaurant une zone de rencontre** **Chemin de la cascade**

Le Maire de la Commune de Grésy-sur-Aix,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2211-1 et 2, L.2212-1 et 2, L.2213-1 et 4, L.2215-1,

Vu le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

Vu le Code de la Route et notamment son article R.410-2, R.411-3-1, R.412-35, R415-11 et R.417-10,

Vu le décret 2008-737 du 30 juillet 2008 portant diverses dispositions de sécurité routière

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules pour assurer la sécurité et le bon déroulement de certains événements,

ARRETE

Article 1 : Une zone de rencontre est instaurée chemin de cascade depuis le numéro 307 jusqu'au passage piéton sous le pont SNCF dans le sens descendant.

Article 2 : Une zone de rencontre est instaurée chemin de la cascade du passage piéton sous le pont SNCF jusqu'au numéro 307 dans le sens montant.

Article 3 : Une signalisation réglementaire de type C13D sera mise en place en entrée et en fin de zone de partage.

Article 4 : Dans la zone de rencontre, les piétons sont autorisés à circuler sur le chaussée sans y stationner et bénéficient de la priorité sur les véhicules.

Article 5 : Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté : Le Maire de la commune de Grésy-sur-Aix, le Directeur Général des Services, le Directeur du Service Technique, le responsable de la Police Municipale,

Copie adressée à ces personnes, ainsi qu'à :

- Gendarmerie d'Aix les bains
- Centre de secours
- SMUR

Fait à Grésy-sur-Aix, le 28 juin 2024

Le Maire,
Florian MAITRE

Affiché/publié le : 02-07-2024
Notifié à l'intéressé le : 02-07-2024
Certifié exécutoire le : 02-07-2024.



En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de à la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site www.telerecours.fr

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.